

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCCOIM

ZA Pierrelets
45380 Chaingy

Références : VAT20240325
Code AIOT : 0010001608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SOCCOIM implanté ZA Pierrelets 45380 Chaingy. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCOIM
- ZA Pierrelets 45380 Chaingy
- Code AIOT : 0010001608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCCOIM exploite une unité de production de combustibles solides de récupération

(CSR) ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux dans la zone d'activité des Pierrelets à Chaingy. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 1.2.2	Demande d'action corrective	60 jours
6	Air - Caractérisation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
10	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
11	Pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
12	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 5.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
17	Mesures de préventions des accidents - Dispositif	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Mesures de préventions des accidents - Foudre	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
20	Moyens d'intervention - sprinkler spray	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 6.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
21	Mesures de préventions des accidents - Organes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
22	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
24	Gestion des	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	déchets	18/07/2023, article 7.4.3		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 1.2	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 1.5.2	Sans objet
4	Air - Dépoussiéreur	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.1.1	Sans objet
5	Air - Limitation des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.2.1	Sans objet
7	Air - Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.5.2	Sans objet
8	Air - Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.5.2	Sans objet
9	Eau - Bassin BV Ouest	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.1	Sans objet
13	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.1.1	Sans objet
14	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.1.1	Sans objet
15	Confinement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.1.6	Sans objet
16	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.2	Sans objet
19	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.3	Sans objet
23	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.1	Sans objet
25	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.5	Sans objet
26	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.6	Sans objet
27	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 1.2
Thème(s) : Autre, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Préparation CSR : 60 000 t/an débit de broyage journalier du broyeur en pointe : 35 t/h sur 12h/j, soit 420 t/j Bâtiment CSR - CSR : 2600 m ³ , soit 520 tonnes Abri OM/DIB : 624 m ³ + 624 m ³ Huisseries : 540 m ³ Rubrique 2714-1 : Alvéole cartons dans l'extension Bâtiment CSR : 300 m ³
Constats : Selon les états des stocks des 26 et 27 juin 2024, les quantités suivantes sont présentes sur le site : <ul style="list-style-type: none">• Bâtiment CSR : 500 tonnes• Abri OM/DIB : 310 m³/270 m³• Huisseries : 0 m³• Alvéoles cartons dans l'extension bâtiment CSR : 0 m³. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la mise en service industrielle de l'unité de préparation de CSR était en cours et devrait s'achever fin juin 2024. 4770 tonnes de CSR ont été produites en avril et juin 2024. Le débit de broyage journalier du broyeur était de l'ordre de 20 t/h lors des ces productions. Les CSR produits sont actuellement enfouis dans les installations de stockage de déchets non dangereux de Saint Hilaire de Court et de Saint Palais, faute d'exutoire en chaufferie actuellement. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Organisation
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : - un abri de tri pour les déchets d'éléments d'ameublement DEA Eco-mobilier à l'ouest du site. L'abri de tri des DEA est constitué de 4 zones séparées par des murs coupe-feu de 2,4 m

- un abri modulaire de stockage des ordures ménagères résiduelles (OMR) et déchets résiduels après tri à la source (DRATS) de 625 m² au nord de la zone de tri des déchets d'ameublement. L'abri de transit OM/DRATS non CSR est équipé de blocs béton sur une hauteur de 4 m
 - une alvéole huisseries PVC au sud de la zone de tri des déchets d'ameublement
- Le centre de tri/transfert est constitué d'un bâtiment de 4000 m² à l'intérieur duquel se trouve l'unité de préparation de CSR. Cette dernière comprend :
- une zone de dépotage des déchets acheminés par camions,
 - 4 zones de stockage de déchets avant broyage et déferrailage,
 - une ligne de production de CSR équipée d'un broyeur, d'un overband (déferrailage des déchets broyés) et de convoyeurs. Les convoyeurs de la chaîne de préparation de CSR sont équipés de contrôleurs de rotation et de dispositifs de détection de déport de bandes, permettant d'éviter toute apparition de points chauds par échauffement,
 - une zone de stockage de CSR, produit fini, prêt à l'expédition,
 - la gestion des résidus de l'unité de CSR (ferrailles),
 - une ligne de traitement de l'air (dépoussiéreur).[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence :

- de l'abri de tri des DEA constitué de 4 zones séparées par des murs coupe-feu de 2,4 m,
- de l'abri de transit OM/DRATS équipé de de blocs béton sur une hauteur de 4 mètres,
- de l'alvéole huisseries PVC

et dans le bâtiment à l'intérieur duquel se trouve l'unité de préparation de CSR :

- d'une zone de dépotage des déchets acheminés par camion,
- de trois zones de stockage de déchets avant broyage et déferrailage,
- de la ligne de production de CSR. Cette ligne est équipée d'un broyeur, d'un overband et de 4 convoyeurs. Ces convoyeurs sont équipés de contrôleurs de rotation (le contrôle de rotation est réalisé à partir du tableau de commande de la ligne de production de CSR) et de dispositifs de détection de déport de bandes intégrés dans la ligne,
- de la zone de stockage de CSR produits finis prêt à l'expédition,
- des résidus de la ligne (ferrailles),
- de la ligne de traitement de l'air.

L'exploitant a précisé qu'en cas de dysfonctionnement des convoyeurs une alarme sonore et visuelle se déclenche et permet au personnel d'intervenir.

Le stockage de déchets avant broyage et déferrailage est constitué de trois zones en lieu et place des quatre zones listées à l'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 1.5.2
Thème(s) : Autre, Constitution des garanties financières
Prescription contrôlée : Avant le 1er septembre 2023 dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 [...]
Constats : L'exploitant a transmis le document attestant la constitution des garanties financières (acte de cautionnement du 6 septembre 2023 établi par ATRADIUS, avenant à l'acte de cautionnement précédent) correspondant au montant fixé à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Air - Dépoussiéreur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dépoussiéreur
Prescription contrôlée : Un système de traitement de l'air aspiré au niveau des capotages des convoyeurs transportant du CSR est présent. Il s'agit d'un dépoussiéreur dimensionné pour récupérer la poussière générée durant le transport des broyats à chaque chute d'un convoyeur transportant du CSR sur un autre.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un dépoussiéreur équipé de filtres à manche. Les poussières issues du fonctionnement du dépoussiéreur sont récupérées en partie basse de l'équipement et stockées en big-bags. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Air - Limitation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt de la chaîne
Prescription contrôlée : L'arrêt de toute la chaîne de préparation de CSR est asservi au bon fonctionnement du dépoussiéreur.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé qu'en cas de dysfonctionnement du dépoussiéreur, une alarme visuelle sur le tableau de commande de l'unité de préparation des CSR se déclenche. Cette alarme est directement reliée au broyeur et entraîne l'arrêt du broyeur et donc de la chaîne de préparation des CSR.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Air - Caractérisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une caractérisation des poussières (métaux notamment) est réalisée lors de la première campagne de mesures au rejet du dépoussiéreur, au démarrage de l'installation.</p> <p>Si des polluants sont détectés, il est procédé dans les six mois à la reprise de l'interprétation des milieux (IEM)/l'évaluation des risques sanitaires (ERS) et des mesures de réduction sont instaurées le cas échéant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la caractérisation des poussières issues du fonctionnement de l'unité de production de CSR. Cette caractérisation a été réalisée par SOCOTEC le 22 avril 2024. Cette caractérisation montre une concentration en poussières de 0,96 mg/Nm³ et un flux de 15,18 g/h soit des valeurs inférieures aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.</p> <p>La caractérisation des poussières n'est pas complétée par la caractérisation des métaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne serait réalisée par SOCOTEC en octobre 2024 et sera complétée par la caractérisation des métaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Air - Emissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des OMR dans l'alvéole</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonctionnement normal, 415 m³ maximum d'OMR sont présents dans l'alvéole.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, le volume d'OMR présente sur le site s'élève à 310 m³. Un suivi des stocks en temps réel permet à l'exploitant de s'assurer que le volume d'OMR maximal de 415 m³ n'est pas dépassé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Air - Emissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fermeture de l'abri de transfert</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fermeture de l'abri de transfert sur 3 côtés sur toute la hauteur du bâtiment (blocs béton et bardage) permet de limiter les envols.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'abri de transfert est fermé sur trois côtés sur toute la hauteur du bâtiment (blocs béton et bardage).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Eau - Bassin BV Ouest

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement du bassin BV Ouest</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales du BV Ouest sont dirigées vers un bassin de rétention et de régulation étanche de 700 m³ avant rejet dans la STEP, avenue des Pierrelets (point de rejet n°2). 633 m³ sont nécessaires pour tamponner la pluie trentennale. Au regard du volume également nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie (120 m³), l'exploitant réalise, avant la mise en service des nouvelles installations, une étude visant à permettre l'augmentation de la capacité du volume du bassin et les travaux nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales du BV Ouest étaient dirigées vers un bassin de rétention et de régulation étanche d'un volume de 700 m³ avant rejet dans la station d'épuration communale.</p> <p>Au regard du volume également nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, une étude visant à permettre l'augmentation de la capacité du volume du bassin et les travaux</p>

nécessaires devaient être réalisée.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que cette étude avait été effectuée en novembre 2023 et avait fait l'objet d'un porter à connaissance le 10 novembre 2023. Les travaux ont été réalisés en décembre 2023. Le nouveau dimensionnement du bassin a été calculé en tenant compte notamment de la mise en place d'un système de sprinklage dans le bâtiment de production de CSR non prévu à l'origine et d'une nouvelle réserve d'eau d'un volume utile de 1290 m³. Les notes de calcul D9 et D9A ont été mises à jour en intégrant le nouveau système de sprinklage. Il en est résulté la nécessité de porter le volume du bassin existant à 1000 m³.

L'augmentation de la capacité du volume du bassin, la mise en service d'un système de sprinklage dans le bâtiment de production de CSR et la mise en place de la nouvelle réserve, bien qu'ayant fait l'objet d'un porter à connaissance ont été réalisés alors que le porter à connaissance était en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des piézomètres

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois suivant la signature du présent arrêté, l'exploitant doit justifier que le suivi des piézomètres ci-dessus actuellement présent au niveau de la ZA des Pierrelets à Chaingy est pertinent et suffisant pour mettre en évidence une éventuelle pollution de la nappe qui émanerait du présent site.

Constats :

L'exploitant a commandé à SOCOTEC le 17 janvier 2024 une étude justifiant que le suivi des piézomètres actuellement présents au niveau de la ZA des Pierrelets est pertinent et suffisant pour mettre en évidence une éventuelle pollution de la nappe qui émanerait de son site. SOCOTEC est intervenu sur le site afin d'effectuer des relevés des niveaux piézométriques. Le rapport d'étude est en cours de rédaction.

L'exploitant n'a pas transmis dans un délai de six mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023, l'étude justifiant que le suivi des piézomètres est pertinent et suffisant pour mettre en évidence une éventuelle pollution de la nappe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic complémentaire
Prescription contrôlée : <p>Dans les six mois suivant la publication du présent arrêté, selon la méthodologie nationale des sites et sols pollués, l'exploitant procède à des investigations complémentaires en vue de dimensionner les zones impactées, de vérifier les voies de transferts et d'identifier la vulnérabilité et la sensibilité des milieux.</p>
Constats : <p>Dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale relative à l'exploitation de l'unité de production des CSR, SOCOTEC a réalisé en mai 2022 des investigations sur les sols. Les résultats de ces investigations ont montré de fortes anomalies en métaux ainsi que des contaminations non négligeables en hydrocarbures totaux (HCT) et en hydrocarbures aliphatiques polycycliques (HAP).</p> <p>L'exploitant a passé commande à SOCOTEC en janvier 2024 afin de réaliser des investigations complémentaires. SOCOTEC est intervenu mi-avril sur le site, a réalisé des sondages complémentaires et procédé à des prélèvements pour analyses des paramètres suivants : HCT, HAP, BTEX, ETM et PCB.</p> <p>L'exploitant est dans l'attente du rapport relatif aux investigations complémentaires réalisées par SOCOTEC.</p> <p>Les investigations complémentaires n'ont pas été réalisées dans un délai de six mois suivant la publication de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
Prescription contrôlée : <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les six mois à partir de la mise en service des nouvelles installations.</p>
Constats : <p>L'exploitant a précisé que la mesure du niveau de bruit et de l'émergence n'est pas effectuée tous les six mois à partir de la mise en service des nouvelles installations.</p>

La mesure du niveau de bruit et de l'émergence n'est pas effectuée tous les six mois à partir de la mise en service des nouvelles installations.

Il justifie l'absence de mesure par le fait que seule la mise en service industrielle a été réalisée (cf point de contrôle n°1) et qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence ne serait pas représentative du fonctionnement normal et attendu de l'installation.

Il a été convenu avec l'inspection des installations classées de réaliser une mesure du niveau de bruit et de l'émergence dès que l'unité serait en mesure de produire des CSR. Ces mesures seront effectuées en période de jour et en période de nuit ainsi qu'en zones à émergence réglementée. Les résultats obtenus seront considérés comme un point zéro dans l'attente de la production continue et régulière des CSR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu

Prescription contrôlée :

Le bâtiment de préparation des CSR est équipé d'un flocage ignifugé intérieur sur la façade sud du bâtiment jusqu'à une hauteur de 9 mètres.

L'abri de transit OM/DRATS non CSR est équipé de murs coupe-feu 2h sur une hauteur de 4 m

L'abri de tri des DEA est constitué de 4 zones séparées par des murs coupe-feu 2h de 2,4 m

L'alvéole de tri-transit-regroupement des huisseries PVC est constituée de 3 zones séparées par des murs coupe-feu 2h de 3,2 m.

Constats :

L'exploitant a été en mesure de présenter les documents attestant :

- du flocage ignifugé intérieur sur la façade sud du bâtiment de préparation de CSR,
- des murs coupe-feu deux heures équipant l'abri de transit OM/DRAST, l'abri de tri des DEA et l'alvéole tri-transit-regroupement des huisseries PVC.

L'inspection des installations classées a constaté que les hauteurs du flocage ignifugé, des murs coupe-feu de l'abri de transit OM/DRATS, de l'abri de tri des DEA et de l'alvéole tri-transit-regroupement des huisseries PVC étaient respectées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Trappes
Prescription contrôlée : Le bâtiment CSR est équipé de trappes de désenfumage dimensionnées et implantées dans les règles de l'art. La surface des trappes de désenfumage couvre plus de 2% de la surface totale du bâtiment. Des commandes manuelles (commandes CO2) et automatiques sont accessibles depuis les accès au bâtiment CSR. La fermeture des trappes est possible depuis le sol.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment de production des CSR est équipé de trappes de désenfumage. Des commandes manuelles (commandes CO2) et automatiques sont accessibles depuis les accès au bâtiment. La fermeture des trappes est possible depuis le sol. L'exploitant a été en mesure de justifier que la surface de ces trappes couvre plus de 2% de la surface totale du bâtiment, soit 3,9%. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne de barrage
Prescription contrôlée : Une vanne de barrage est présente en amont de chaque point de rejet (n°1 et n°2) : en sortie du bassin étanche (PF DEA) et en amont du séparateur-débourbeur d'hydrocarbures (bâtiment CSR).
Constats : Au point n°2, les eaux pluviales du bassin versant Ouest sont dirigées après traitement par des séparateurs d'hydrocarbures, vers le bassin de rétention et de régulation étanche. Une vanne de barrage est placée en sortie du bassin, un séparateur d'hydrocarbures est présent en aval de la vanne de barrage. Les eaux pluviales sont ensuite rejetées dans le réseau communal d'eaux usées pour être ensuite traitées par la station d'épuration de Chaingy. Au point n°1, les eaux pluviales du bassin versant Est sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures installé en aval de la vanne de barrage. Elles sont ensuite dirigées vers le réseau communal d'eaux pluviales et rejetées dans le milieu naturel (Le Rollin). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'isolement des réseaux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : L'exploitant a précisé que la vanne de barrage au point n°1 pouvait être fermée afin de contenir les eaux d'un incendie sur le site. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de procéder à la fermeture de cette vanne. Ce test n'a pas donné lieu à observation particulière. La manipulation de cette vanne est mentionnée dans la procédure FU 05 "Confinement zones 1 à 6". La présence de cette vanne est signalée. Il serait judicieux de mentionner le sens d'ouverture et de fermeture de cette vanne. Au point de rejet n°2, le bassin peut également recueillir les eaux d'un incendie. Il est équipé d'une pompe de relevage permettant de maintenir au plus bas le niveau d'eau dans ce bassin. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesures de préventions des accidents - Dispositif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure automatique
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettent de couper automatiquement les installations en cas de problème. Le process de préparation de CSR doit être stoppé en cas d'arrêt d'apport d'eau potable (impossibilité de brumiser et perte de la protection incendie).
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que des dispositifs permettent de couper automatiquement les installations en cas de problème.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Mesures de préventions des accidents - Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre
Prescription contrôlée : L'analyse de risque foudre du site est à mettre à jour dans les six mois suivant la signature du présent arrêté et doit porter sur tous les équipements/installations situés dans le périmètre du site. Le cas échéant, les travaux de mise en conformité sont effectués avant la mise en service de l'installation.
Constats : L'exploitant a précisé que la commande relative à la mise à jour de l'analyse du risque foudre a été passée auprès de l'APAVE le 19 avril 2024. La mise à jour de l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée dans les six mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 19 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après : - un système déluge au-dessus des équipements à défendre : broyeur/trémie d'alimentation (position de la tête à la verticale de l'entrée de l'équipement) et à la sortie des convoyeurs, avec déclenchement par détecteur d'étincelle ou détection automatique 3IR en sortie de broyeur et au niveau de la trémie (débit minimum de 10 l/mn/m²). Le déluge se déclenche automatiquement par un contact sec, sitôt l'étincelle ou la flamme détectée. L'électrovanne qui est asservie à la détection s'ouvre immédiatement. Le personnel est alerté via l'alarme incendie, reliée au niveau de la centrale incendie du site. Ce déluge peut également être déclenché par une ouverture manuelle, - un système de détection automatique d'incendie équipant le bâtiment CSR (au minimum 6 caméras de détection), les zones de l'abri OMR/DRATS, les zones de l'abri DEA et les zones de

l'alvéole huisseries PVC et présentant les caractéristiques suivantes : caméras de détection incendie 3IR dirigées vers les zones d'entreposage de combustibles, reliées à une centrale incendie (située dans le pont bascule) elle-même reliée à une information de l'entreprise par téléphone en cascade, le système de détection est branché sur une alimentation électrique secourue. L'exploitant procède à une mise à jour du système de détection (réglages et orientations des caméras, modification de certains emplacements et/ou ajouts de caméras,...) en fonction de la reconfiguration du site avant la mise en route des nouvelles installations,

- un asservissement de tous les équipements du process ainsi que les convoyeurs à la détection incendie sans temporisation.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

[...] des robinets d'incendie armés sont implantés à l'intérieur du bâtiment de préparation de CSR. La situation des RIA permet de couvrir l'ensemble du bâtiment CSR, les foyers pouvant être attaqué par deux lances en directions opposées. Une poste de surpression est implanté au sein du bâtiment CSR afin d'assurer une pression suffisante aux RIA. La mise en route des surpresseurs est réalisée à partir de 2 emplacements possibles situés dans le bâtiment de préparation CSR (2 boîtiers de commandes surpresseurs RIA dans le bâtiment, situés à proximité immédiate des RIA).

Constats :

Afin d'améliorer la détection et la protection incendie à l'intérieur du bâtiment abritant l'unité de production de CSR, l'exploitant a décidé de protéger ce bâtiment par un système de sprinklage en lieu et place du système déluge tel que mentionné à l'article 6.3. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023. Cette modification a fait l'objet d'un porter à connaissance comprenant également le nouveau dimensionnement du bassin de rétention au point de rejet n°2 ainsi que la mise en place d'une nouvelle réserve d'eau (cf point de constat n°9).

Le système de détection automatique d'incendie au niveau du bâtiment abritant l'unité de production de CSR est inclus dans le système de sprinklage.

La mise en service d'un système de sprinklage dans le bâtiment de production de CSR, la mise en place de la nouvelle réserve ainsi que l'augmentation de la capacité du volume du bassin, bien qu'ayant fait l'objet d'un porter à connaissance ont été réalisés alors que le porter à connaissance était en cours d'instruction.

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un système de détection automatique d'incendie équipant les zones de l'abri OMR/DRATS, les zones de l'abri DEA et les zones de l'alvéole huisseries PVC. Le système de détection est muni de caméras de détection incendie 3IR reliées à une centrale d'incendie située au niveau du pont-basculé.

L'inspection des installations classées a constaté la présence de six robinets d'incendie armés à l'intérieur du bâtiment abritant l'unité de production de CSR. L'implantation de ces robinets permet de couvrir l'ensemble du bâtiment. L'inspection des installations classées a également constaté la présence d'un poste de surpression. La mise en route des surpresseurs est réalisée à partir de trois boîtiers de commande surpresseur RIA dans le bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Moyens d'intervention - sprinkler spray

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 6.3

Thème(s) : Risques accidentels, système de sprinkler spray

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à

défendre et précisés comme ci-après :

- un système de sprinkler spray sous air, à l'intérieur des convoyeurs capotés : une tête tous les 3,7 m centrée à l'intérieur des convoyeurs capotés, a minima sur la longueur du convoyeur en fonctionnement simultané avec point de purge en point bas (pression minimum à la tête d'1 bar). Un asservissement permet l'arrêt du convoyage en cas de détection d'étincelle. Le système de sprinklage peut être déclenché manuellement.

Constats :

Un système de sprinkler spray sous air est présent à l'intérieur des convoyeurs capotés.
L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une tête tous les 3,7 m sur la longueur du convoyeur.

L'exploitant ne peut pas justifier de la présence d'un asservissement permettant l'arrêt du convoyage en cas de détection d'étincelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 21 : Mesures de préventions des accidents - Organes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Organes de sécurité

Prescription contrôlée :

Le dépoussiéreur est équipé des organes de sécurité nécessaires pour réduire les effets de surpression. Le dépoussiéreur est équipé notamment des organes de sécurité suivants :

- arrêt d'urgence accessible dans la zone immédiate du dépoussiéreur
- récupération d'un signal détection incendie, qui entraîne l'arrêt du système de dépoussiérage
- clapet anti-retour sur la canalisation d'aspiration en amont du dépoussiéreur et conforme à la directive ATEX
- des événements d'explosion certifiés ATEX au niveau du dépoussiéreur
- système d'arrêt de l'installation en cas d'explosion
- capteur de différentiel de pression (pour se prémunir de manches percées)
- sonde/alarme haute température

- mise à la terre
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le dépoussiéreur est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un arrêt d'urgence, • d'une récupération d'un signal détection incendie qui entraîne l'arrêt du système de dépoussiérage (en cas de déclenchement de l'alarme présente sur la centrale d'alarme, arrêt automatique du dépoussiéreur et du broyeur), • d'un clapet anti-retour sur la canalisation d'aspiration en amont du dépoussiéreur. <p>Le dépoussiéreur n'est pas équipé d'événements d'explosion certifiés ATEX au niveau du dépoussiéreur, d'un système d'arrêt de l'installation en cas d'explosion, de capteur de différentiel pression, de sonde/alarme haute température.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 22 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation du stockage sur site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :</p> <p>Papiers/cartons produits sur le site : 400 kg</p> <p>OMR produits sur le site vers UVE : 200 kg</p> <p>Emballages ménagers : 80 kg</p> <p>Refus ligne CSR : 8000 kg</p> <p>Métaux ferreux ligne CSR : 8000 kg</p> <p>Poussières ligne CSR : 2000 kg</p> <p>Déchets de maintenance : 40 kg</p> <p>Boues nettoyage débourbeur déshuileur : 5000 kg</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la quantité de poussières issues du fonctionnement de l'unité de préparation des CSR n'était pas dépassée.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les quantités de déchets fixées à l'article 7.2. hors poussières n'étaient pas dépassées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constaté formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 23 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : Les matières entrantes dans l'unité de production de CSR sont notamment les refus des centres de tri de collectes sélectives et les rembourrés issus du tri des DEA (Déchets d'Equipement d'Ameublement). Ces 2 types de déchets proviennent de la région Centre-Val de Loire et des départements limitrophes. Les déchets provenant du tri à la source des DAE (appelés DRATS - Déchets Résiduels Après Tri à la Source) viendront également alimenter la chaîne de production CSR. Ils proviennent également de la région Centre-Val de Loire et des départements limitrophes.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants du 1er janvier au 31 mai 2024. Les matières entrantes dans l'unité de production des CSR proviennent principalement du Loiret et des départements limitrophes (Loir-et-Cher, Eure-et-Loir et Cher). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri, traitement ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. Informations à fournir :

<ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet, - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits), - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant, - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique), - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux, - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation, - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri, traitement ou préparation.
--

Constats :

Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté deux fiches d'information préalables à l'admission :

- FIPA de la société DONNER à Beaugency établie le 18 juin 2024 et concernant des déchets de chantier. Le code déchet mentionné dans cette fiche est le 20 03 01. Compte tenu de l'activité ayant produit le déchet, le code déchet aurait dû être le 17 09 04
- FIPA de la société GXO LOGISTICS FRANCE à Boigny sur Bionne établie le 4 juin 2024 et concernant des déchets issus du rangement de l'atelier (DRATS HPCI). Le code déchet mentionné dans cette fiche est le 20 03 01. La fiche d'information préalable à l'admission est incomplète, les informations concernant l'identification du déchet est incomplète.

Le code déchet mentionné dans la fiche d'information préalable à l'admission de la société DONNER est erroné. La fiche d'information préalable à l'admission de la société GXO LOGISTICS FRANCE est incomplète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 25 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets

Prescription contrôlée :

<p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>Une zone de vidage de 30 tonnes est présente en bas des quais de vidage du bâtiment CSR. Cette zone de réception des déchets en bas des quais doit être libérée à tout moment, afin de permettre le vidage des camions. Ces déchets sont immédiatement repris à la pelle afin de libérer l'espace, et ne constituent donc pas une zone de stockage.</p> <p>Aucun déchet n'est présent dans cette zone pendant les périodes d'absence du personnel.</p> <p>L'exploitant dispose des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, ..).</p> <p>Un tableau de suivi des stocks est mis en place par l'exploitant.</p> <p>La quantité de déchets stockée est contrôlée quotidiennement par le responsable d'exploitation afin de commander le nombre de camions nécessaires pour une évacuation des déchets au fil de l'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet. Une zone de vidage de 30 tonnes est présente en bas des quais de vidage du bâtiment CSR. Le suivi des stocks est réalisé en continu par l'agent de bascule.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 26 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Opération de tri des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La séparation des huisseries PVC et du verre est réalisée immédiatement après le vidage des déchets, afin d'éviter le risque de combustion lié à un possible effet "lentilles". Le PVC trié est ensuite stocké en bennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'huisseries PVC sur le site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 27 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 7.4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Préparation de CSR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les lots de CSR sont limités à 1500 tonnes.
Constats : L'exploitant a précisé que l'alvéole de stockage des lots de CSR ne pouvait pas contenir plus de 520 tonnes. Les CSR sont évacués au fil de l'eau. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite